

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESSO SAF (Port-Jerome)

Dépôt libre
Lieu-dit "les Alluvions", rue de la Seine
76330 Port-Jérôme-Sur-Seine

Références : 20250422_VI_DepotEsoSAF_risques
Code AIOT : 0005802369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement ESSO SAF (Port-Jerome) implanté Dépôt libre Lieu-dit "les Alluvions", rue de la Seine 76330 Port-Jérôme-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSO SAF (Port-Jerome)
- Dépôt libre Lieu-dit "les Alluvions", rue de la Seine 76330 Port-Jérôme-sur-Seine
- Code AIOT : 0005802369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESSO SAF exploite un dépôt d'hydrocarbures sur la commune de Port-Jérôme-sur-Seine, au sein de la raffinerie ESSO Raffinage. Le dépôt a été construit en 1961. Il est situé au bloc 2 de la raffinerie.

Le dépôt comprend actuellement 10 bacs de stockage d'hydrocarbures ainsi que 3 postes de chargement de camions. Ce dépôt prépare les carburants pour véhicules légers et poids-lourds, incluant l'ajout d'éthanol, d'additifs et la distribution par camions-citernes de carburants.

Deux dossiers de porter à connaissance ont été transmis à l'inspection en 2017 et 2023. Les modifications présentées ont été mises en œuvre. L'instruction des deux dossiers est en cours de finalisation.

Le référentiel réglementaire de cette visite d'inspection comprend :

- le Code de l'environnement,
- les arrêtés préfectoraux du site (1988, 1999 et 2008),
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Inventaire des bacs	Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Postes camions	Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 et 60	Demande d'action corrective	3 mois
6	Détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 et 60	Demande d'action corrective	3 mois
7	Rétention des bacs et des postes	Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Implantation	Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article II.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du dépôt	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Sans objet
4	Autres stockages	Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1	Sans objet
9	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, menée par sondage, a porté principalement sur les moyens de prévention et de protection mis en place sur le site. La visite terrain a permis de constater la bonne mise en place d'équipements de sécurité sélectionnés lors la présente visite. Un écart a été constaté concernant les plans des moyens incendie et de détection. Leur mise à jour est attendue sous 3 mois. Des justificatifs de bon dimensionnement des rétentions et de distances d'implantation doivent également être transmis sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du dépôt

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE			
Prescription contrôlée :			
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.			
Constats :			
La dernière situation administrative du site actée est celle de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2008, modifiée par la demande de bénéfices des droits acquis de 2016, faite à la suite du décret du 3 mars 2014. Depuis cette date, l'exploitant a déposé des dossiers de porter à connaissance en 2017 et 2023 faisant évoluer la situation administrative. Elle est aujourd'hui la suivante :			
Rubrique	Intitulé simplifié	Classement	Installations
1434-1	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	A	3 postes de chargement de camions
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	D	7 bacs de stockage de produits pétroliers
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	E	3 bacs de stockage d'éthanol
Cette situation est connue de l'administration et cohérente avec ce qui a été observé sur le terrain (voir constats 2, 3 et 4). Elle sera actée avec la finalisation de l'instruction des dossiers de 2017 et 2023.			

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire des bacs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du site
--

Prescription contrôlée :

Ces installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans, descriptifs et données techniques présentés dans le dossier de demande et dans ses annexes, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Constats :

Le site comprend 10 bacs de stockage de produits pétroliers ou d'éthanol, dont la présence a été observée sur le terrain. L'exploitant a extrait l'inventaire de ses 10 bacs de stockage depuis sa supervision :

- 201 : GasOil (GO)
- 202 : Essence U98
- 203 : Fuel Oil Domestique (FOD)
- 204 : Ethanol dénaturé à l'essence
- 205 : Essence E5/E10 (essence avec 5 % d'éthanol / essence avec 10 % d'éthanol)
- 206 : GO
- 207 : GO
- 208 : GO
- 209 : Ethanol dénaturé à l'essence
- 210 : Ethanol dénaturé à l'essence

Cette liste est cohérente avec l'arrêté préfectoral complémentaire de 2008 et les dossiers de porter à connaissance de 2017 et 2023. Les produits proviennent tous de la raffinerie, sauf l'éthanol qui est réceptionné par camions. L'éthanol est ensuite mélangé avec d'autres produits pour être revendu comme carburant.

L'extraction de l'exploitant comporte les dates de jaugeage, les hauteurs et capacités utiles ainsi que la masse volumique et le tonnage pour chacun des bacs. Le tableau indique une masse maximale de 100,1 t pour le bac TK210. Dans son dossier de 2023, l'exploitant indique une masse de 97 t. Pour les autres bacs, l'extraction est cohérente avec les tonnages indiqués dans le dernier dossier de 2023.

Le jour de la visite d'inspection l'inventaire du TK210 a été observé sur la console et indiquait 93 m³. La demande de 2023 est de 124 m³ donc le volume maximum de stockage est respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera sous 3 mois le tonnage maximal du TK210.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Postes camions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du site
Prescription contrôlée : Ces installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans, descriptifs et données techniques présentés dans le dossier de demande et dans ses annexes, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Le site comprend 3 postes de chargement de camions, dont la présence a été observée sur le terrain. Les postes sont reliés aux bacs du dépôt. Le poste n°1 permet également le déchargement d'éthanol réceptionné sur le site par camion. Un dépotage a pu être observé lors de la visite d'inspection. L'exploitant a fourni une liste détaillant pour chaque bras de chaque poste le produit dépoté concerné et le débit maximum en m ³ /h. Le tableau est cohérent avec le dossier de porter à connaissance de 2017. Le tableau ne mentionne pas le E85 (essence comprenant 85 % d'éthanol) évoqué dans le dossier de 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera sous 3 mois à quel bras et à quel débit est chargé le E85.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Autres stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du site
Prescription contrôlée : Ces installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans, descriptifs et données techniques présentés dans le dossier de demande et dans ses annexes, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Le site comprend 2 cuves aériennes et 2 cuves enterrées d'additifs, dont la présence a été observée sur le terrain. Cette situation est cohérente avec l'arrêté préfectoral complémentaire de 2008 et les dossiers de porter à connaissance de 2017 et 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 et 60
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée :

Article 68 :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

Article 60 :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

[...]

- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection son plan de réseau incendie. Celui-ci n'est pas à jour :

- le fond de carte ne fait pas apparaître les modifications, par exemple TK210 non représenté, cuve enterré près de l'URV représentée mais non existante, numérotation des bacs de l'URV à revoir, fosse de rétention manquante, équipement en L représenté près du TK205 mais non existant,
 - le réseau de mousse sur les toits des 3 bacs d'éthanol n'est pas représenté alors que sa présence a été constatée sur le terrain,
 - la vanne de la fosse de rétention des eaux est indiquée sur le plan « ouverte à fermer si incendie » ce qui est le contraire de ce qui a été observé sur le terrain (« vanne fermée » indiqué).
- Les moyens incendie pour les 3 postes sont de type sprinklage et ont été observés sur le terrain. Ils figurent bien sur le plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan du réseau incendie doit être mis à jour sous 3 mois et transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 et 60

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Article 55 :

A.- L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

B.- Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.

Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.

Article 60 :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

[...]

- le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;

Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection son plan d'implantation des détections et autres moyens. Celui-ci ne fait figurer aucun des moyens de détection présent sur le site. Le fond de carte n'est pas non plus à jour (remarques similaires au plan du réseau incendie - voir constat n°5).

De la détection de flamme est présente à chaque poste de chargement et a été observée sur le terrain.

La cuvette de rétention des bacs de stockage comprend de la détection hydrocarbures gazeuse. Un test a été réalisé lors de la visite d'inspection. La mise en sécurité du site a pu être vérifiée lors du test. Les sirènes sonores se sont déclenchées. En salle de contrôle, les remontées d'alarme ont pu être observées. La salle de contrôle Vesso de la raffinerie a confirmé par radio avoir reçu les remontées d'alarme sur sa supervision.

Le dernier compte rendu de test des moyens de détection a été présenté et date du 19 mars 2025. Il ne comprend pas la détection liquide et la détection de flamme également présentes sur le site. Le test conclut à un bon fonctionnement toutefois il indique que la procédure doit être révisée et il comprend une remarque non compréhensible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les détections liquide et flamme doivent également être testées. L'exploitant transmettra sous 3 mois le dernier compte rendu de test de ces détections. L'exploitant précisera également sous 3 mois son plan d'action concernant les remarques indiquées dans le compte rendu du 19 mars 2025.

Le plan d'implantation des détections et autres moyens doit être mis à jour sous 3 mois et transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rétention des bacs et des postes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Ces installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans, descriptifs et données techniques présentés dans le dossier de demande et dans ses annexes, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Dans son dossier de 2023, l'exploitant indique que le nouveau bac d'éthanol TK210 a été dimensionné afin de répondre à l'obligation des 50 % de rétention de la capacité totale des volumes stockés. Les volumes de rétention n'ont pas pu être vérifiés lors de la visite d'inspection. Le site comprend deux fosses de rétention, observées vides pendant la visite. L'exploitant a indiqué que les 3 postes de chargement de camions sont reliés à ses fosses. Le volume n'a pu qu'être estimé visuellement lors de la visite. L'exploitant a indiqué que les cuves enterrées sont à double paroi. Les cuves aériennes sont sur rétention, ce qui a été observé sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 3 mois des justificatifs permettant de vérifier les volumes de rétention mis en œuvre pour les postes et les bacs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1998, article II.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Par dérogation à l'article 21 de l'arrêté du 9 novembre 1792 modifié, les distances minimales entre les parois de deux réservoirs appartenant à deux rangées différentes sont portées à 0,80 mètre. Dans une même rangée, la distance minimale entre les parois de deux réservoirs est de 1,5 mètre.
Constats :

Sur le terrain, les distances semblaient visuellement respectées. La prescription de l'arrêté préfectoral est applicable aux bacs existants. Le nouveau bac TK210 est soumis à l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 qui est plus contraignant car il impose notamment à son article 11 une distance de 1,5 m dans tous les sens donc également entre les bacs de deux rangées différentes. La demande d'aménagement à cette prescription est traitée avec l'instruction en cours du dossier de 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 3 mois un plan d'implantation du dépôt permettant de vérifier les distances entre les bacs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

Constats :

L'exploitant a indiqué que son dépôt est ouvert de 4h30 à 18h30 les jours ouvrés, ainsi que le samedi matin. En dehors de ces horaires, il a indiqué que les reports d'alarme sont effectués vers la salle de contrôle Vesso de la raffinerie. Lors du test de la détection de gaz réalisé (voir constat n°6), ce report d'alarme a été confirmé par radio.

Type de suites proposées : Sans suite